

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher

Blois, le 25/01/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PASSENAUD**

Rue de la Poterie

41170 CORMENON

Références : 2022-103/PR

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2022 dans l'établissement PASSENAUD implanté Rue de la Poterie 41170 CORMENON. L'inspection a été annoncée le 13/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PASSENAUD
- Rue de la Poterie 41170 CORMENON
- Code AIOT dans GUN : 0010004936
- Régime : Autorisation.

La société Passenaud Recyclage exerce une activité de tri et de transit de déchets (DIB, batteries, platins, VHU, déchets métalliques...) et de dépollution de VHU.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative
- suites de l'inspection du 15/05/2019
- gestion des déchets
- prévention des risques chroniques
- prévention des risques technologiques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Autosurveillance des eaux résiduaires.	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 4.3.9 et 9.2.2	/	
AUTOSURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 4.3.12	/	
Matériaux autorisés	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.1	/	
Implantation des stockages	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.2.2	/	
Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.7.5	/	
Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.7.7	/	

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Visite du 15/05/2019 NC1	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 4.2.2	Susceptible de suites administratives	
Visite du 15/05/2019 NC2	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 7.5.3	Avec suites administratives	Courrier de l'exploitant du 15/05/2019.
Visite du 15/05/2019 NC3	Code de l'environnement du 10/01/2008, article L.541-10-2	Susceptible de suites administratives	
Visite du 15/05/2019 NC4	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 5.1.2	Susceptible de suites administratives	
Visite du 15/05/2019 NC5	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 7.4.4	Susceptible de suites administratives	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Visite du 15/05/2019 NC6	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.2.1	Avec suites administratives	Courrier de l'exploitant du 15/05/2019.
Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 5.1.2	/	
Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 6.2 et 9.2.3	/	
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 7.3.3	/	
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 7.6.2	/	
Ressources en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 01/04/2011, article 7.6.3	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de l'inspection du 15/05/2019 (NC1 à NC6) ont été levés.

Six nouveaux constats ont été relevés lors de l'inspection du 20/01/2022.

La levée des non-conformités afférentes à l'absence d'inventaire des produits présents sur le site et au non respect du stockage des tournures et des copeaux huileux doit être priorisée.

L'exploitant doit transmettre un porter à connaissance à la préfecture afin de pouvoir stocker une quantité supérieure aux 120 tonnes de déchets métalliques autorisées.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Visite du 15/05/2019 NC1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan des réseaux présenté lors de l'inspection est incomplet. Nota : Par courriel du 16/05/2019, l'exploitant a transmis un plan complété.
<b>Constats :</b> La non-conformité est levée.
<b>Observations :</b> Par courriel du 16/05/2019, l'exploitant a transmis un plan complété.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Visite du 15/05/2019 NC2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> La rétention sous les cuves de carburants est notamment constituée par un mur parpaings qui présente deux importantes fissures, remettant en cause son intégrité et son étanchéité.
<b>Constats :</b> La non-conformité est levée.
<b>Observations :</b> Par courrier du 15/05/2019 l'exploitant a indiqué que les travaux de réparation et d'étanchéité ont été réalisés semaine 26. Des photos ont été jointes. L'inspection a pu constater lors de la visite du 20/01/2022 que les travaux avaient bien été réalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Visite du 15/05/2019 NC3

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/01/2008, article L.541-10-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, DEEE
<b>Prescription contrôlée :</b> Une benne 1m3 de cartes électroniques usagées est présente sur le site.  L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un contrat avec un éco-organisme ou un système individuel chargé de la gestion des DEEE ;
<b>Constats :</b> La non-conformité est levée.
<b>Observations :</b> Par courrier du 15/05/2019 l'exploitant a indiqué qu'il était en contact avancé avec 2 éco organismes (ESR et ECOLOGIC) pour établir un partenariat relatif à la gestion des DEEE sur le site. Délai de mise en œuvre : 31/12/2019 (pour la mise en œuvre du partenariat) L'exploitant a indiqué qu'il n'avait finalement pas retenu ESR et il a présenté le contrat du 24/12/2019 avec ECOLOGIC. Le contrat est à renouvellement tacite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Visite du 15/05/2019 NC4**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Agrément huiles usagées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'agrément pour les sites de ramassage et d'élimination vers lesquels les huiles usagées sont dirigées.
<b>Constats :</b> La non-conformité est levée.
<b>Observations :</b> Par courrier du 15/05/2019 l'exploitant a indiqué que les huiles usagées sont issues de la dépollution VHU. Elles sont transférées par transport interne vers le site de regroupement Passenaud Recyclage de Champagné. Ensuite, elles sont évacuées par un transporteur externe (PICAVER), bénéficiant d'un récépissé de transport de déchet dangereux, vers la société SHL à Gondrecourt, spécialisée dans le retraitement des Huiles usagées pour valorisation et autorisée par la législation ICPE à recevoir et à traiter ce type d'huile. L'huile usagée est reprise gratuitement par cet établissement contrairement aux ramasseurs d'huile agréés qui facturent les prestations de collecte et de traitement. Toutefois, l'entreprise prévoit d'étudier à nouveau le mode de collecte de ces huiles pour les remettre à des collecteurs agréés. Délai de mise en œuvre : 31/12/2019 Les huiles usagées sont collectées par un collecteur agréé : la société MARTIN. L'exploitant a présenté un bon d'enlèvement de 1300 litres d'huiles usagées daté du 12/05/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Visite du 15/05/2019 NC5**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 7.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les formations à la sécurité et aux risques environnementaux ne sont pas renouvelées à une fréquence suffisante.
<b>Constats :</b> La non-conformité est levée.
<b>Observations :</b> Une sensibilisation du personnel a été réalisée sur le site dès le 15/05/2019 portant sur les manœuvres à réaliser en cas d'incendie et de déversement accidentel (appel des secours, manœuvre des vannes sur le bief). Une formation sur la manipulation des extincteurs sera planifiée dans le programme de formation 2019-2020. Délai de mise en œuvre : 31/05/2020 L'exploitant a indiqué que les formations sont menées sur le site PASSENAUD de Champagné (72) par des pompiers volontaires. M.HIRIMIRIS a participé à la séance du 05/02/2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Visite du 15/05/2019 NC6**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pneumatiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Un entreposage de pneus (environ 3 m <sup>3</sup> ) est implanté à moins de 8m de la zone de découpe au chalumeau (environ 3m).
<b>Constats :</b> La non-conformité est levée.
<b>Observations :</b> Par courrier du 15/05/2019 l'exploitant a indiqué que le stockage de pneus a été déplacé à côté de la case de stockage bois en respectant la distance de 8 m par rapport à la zone de découpe au chalumeau. Une photographie a été transmise.  L'exploitant a précisé que la découpe au chalumeau n'était plus réalisée sur le site de Cormenon mais sur le site de Champagné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Autosurveillance des eaux résiduaires.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 4.3.9 et 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux résiduaires
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 4.3.9 : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 2 et 3 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5. ) Concentration maximale en mg/l DCO 300 MES 100 Cd 0.2 Cr 0.1 Cu 0.5 Hg 0.05 Ni 0.5 Zn 2 Fe + Al 5 Pb 0.5 HCT 5  Art 9.2.2 : Périodicité de la mesure : annuelle par temps de pluie avec un prélèvement ponctuel.
<b>Constats :</b> Une non-conformité est relevée concernant le non respect des VLE pour le Fe et les HCT pour l'analyse du 01/02/2021.
<b>Observations :</b> Par courriel du 06/01/2022 l'exploitant a transmis les résultats d'analyses du 01/02/2021 des prélèvements réalisés aux points de rejet n° 2 et n° 3. La VLE fixée à 5mg/l pour les HCT n'est pas respectée : 35 mg/l mesuré au point de rejet n°3. La VLE fixée à 5mg/l pour le Fer n'est pas respectée : 9,1 mg/l mesuré au point de rejet n°3.  Par courriel du 17/01/2022 l'exploitant a transmis les résultats d'analyses du 04/01/2022 des prélèvements réalisés aux points de rejet n° 2 et n° 3. Les résultats d'analyses sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## Nom du point de contrôle : AUTOSURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 4.3.12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Au moins trois piézomètres sont implantés par la société PASSENAUD sur le site qu'elle exploite rue Poterie sur le territoire de la commune de CORMENON : <ul style="list-style-type: none"><li>• un piézomètre en amont hydraulique</li><li>• deux piézomètres à l'aval hydraulique du site</li></ul> La position de ces piézomètres a été soumise à l'avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le Loir-et-Cher. Leur profondeur permet au minimum d'atteindre la première nappe sous-jacente et d'y effectuer des prélèvements dans des conditions satisfaisantes. Leur niveau géodésique est relevé.  Le plan matérialisant l'emplacement des piézomètres est annexé au présent arrêté.  Article 4.3.12.2. Conditions de prélèvements Deux prélèvements (en période de hautes et basses eaux) sont effectués sur les piézomètres du site chaque année. Ils sont mis en œuvre par un organisme compétent après un pompage de durée suffisante, destiné à supprimer tout phénomène de stagnation dans les piézomètres.  Article 4.3.12.3. Paramètres à analyser Les paramètres retenus sont les suivants : Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Plomb, Souffre, Zinc, Nickel, Chlorures, CIS 1.2-Dichloroéthylène, 1,1 Dichloroéthane, Chlorure de vinyle, Trichloréthylène.  A l'occasion des analyses, les niveaux piézométriques sont relevés.
<b>Constats :</b> Une non-conformité est relevée concernant les paramètres ne sont pas tous analysés, notamment les métaux. Une demande est formulée concernant le PZ1. Il est demandé à l'exploitant de justifier que le PZ1 est implanté conformément à l'avis d'un hydrogéologue agréé en référence à l'article 4.3.12.1.
<b>Observations :</b> Par courriel du 06/01/2022 l'exploitant a transmis les résultats d'analyses du 01/02/2021 du PZ2 et les résultats d'analyses du 19/07/2021 des PZ2 et PZ3. Par courriel du 17/01/2022 l'exploitant a transmis les résultats d'analyses du 01/02/2021 pour le PZ3. L'examen des rapports montre que tous les paramètres ne sont pas analysés, notamment les métaux, en référence à l'article 4.3.12.3.  L'exploitant a indiqué que les prélèvements pour analyses du PZ1 n'ont pas pu être réalisés car celui-ci s'est effondré. L'exploitant a sollicité la société FONDASOL pour refaire les travaux.  Le relevé piézométrique du 7/12/2018 réalisé par LABEL ENVIRONNEMENT montre que le PZ1 est à sec. L'exploitant a présenté une attestation de la société FONDASOL daté du 22/07/2022 pour le comblement du PZ1 et pour la création d'un nouveau PZ à 8 mètres de profondeur à proximité immédiate de l'ancien. Le nouveau PZ1 est également à sec. Les analyses du PZ1 n'ont pas pu être réalisées. L'exploitant a présenté un relevé piézométrique de 2012 réalisé par LABEL ENVIRONNEMENT qui fait apparaître que le PZ1 était à sec.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites



## Nom du point de contrôle : Séparation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets d'emballage visés par le décret n° 94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie. Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n°99-374 du 12 mai 1999, modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination. Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination). Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément au décret n° 87-59 du 2 février 1987 modifié relatif à la mise sur le marché, à l'utilisation et à l'élimination des polychlorobiphényles et polychloroterphényles.
<b>Constats :</b> L'élimination des déchets est conforme à l'article 5.1.2.
<b>Observations :</b> Huiles usagées : les huiles usagées issues des VHU dépollués sont stockées dans des GRV de 1000 litres sur rétention. Elles sont ensuite collectées par la société MARTIN qui est agréée. Batteries : les batteries sont stockées dans des caisses plastiques sous abri. Elles sont collectées par la société STCM (45). Pneumatiques : les pneumatiques issus des VHU dépollués sont stockés dans une benne et sont collectés par la société NCI (72).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Niveaux acoustiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 6.2 et 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 6.2 Article 6.2.3. Valeurs Limites d'émergence Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) : 6dB(A) Supérieur à 45 dB(A) : 5dB(A)  Art 9.2.3 : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.
<b>Constats :</b> Les niveaux de bruit mesurés sont conformes à l'article 6.2.
<b>Observations :</b> Par courriel du 06/01/2022 l'exploitant a transmis les résultats des mesures de bruit réalisées le 11/06/2019 par LABEL ENVIRONNEMENT. Les résultats sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Les installations électriques sont vérifiées et entretenues en référence à l'article 7.3.3.
<b>Observations :</b> Par courriel du 06/01/2022 l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des installations électriques réalisé par SOCOTEC le 23/10/2020. Aucune déficiences n'a été relevée. Le rapport de contrôle des installations électriques planifié initialement le 27/12/2021 a été réalisé le 18/01/2022. Aucune déficiences n'a été relevée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Entretien des moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Entretien des moyens d'intervention Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.  L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les extincteurs sont correctement entretenus.
<b>Observations :</b> Par courriel du 17/01/2022 l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de contrôle des extincteurs réalisé par la société CHUBB en date du 10 et du 13/12/2021. L'examen des rapports fait apparaître que 3 extincteurs présentent des défauts. L'exploitant a présenté un devis signé à la société CHUBB daté du 13/12/2021 afférent au remplacement des extincteurs HS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Ressources en eau et en mousse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2011, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci après : <ul style="list-style-type: none"><li>• Des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement.</li><li>• D'aménager le bief de manière à disposer d'une profondeur d'eau minimum de 0,80 m en toutes circonstances. Une aire de mise en aspiration de 32 m<sup>2</sup> (8X4) devra permettre la mise en œuvre du matériel à proximité immédiate de cet aménagement.</li><li>• Implanter un pictogramme à proximité immédiate de l'aire d'aspiration, mentionnant le point d'aspiration</li><li>• Interdire le stationnement des bennes et des véhicules à proximité de l'aire d'aspiration et réaliser un marquage au sol</li><li>• Établir des consignes internes pour la fermeture de la vanne par du personnel de la société en cas d'incendie</li><li>• Entretenir et tester régulièrement la vanne</li><li>• Flécher à l'entrée du site la direction du point d'aspiration.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les prescriptions de l'article 7.6.3 sont globalement respectées. Il est demandé à l'exploitant de tracer l'entretien et les test qui sont réalisés sur les vannes d'obturation.
<b>Observations :</b> Des consignes relatives à la fermeture de la vanne d'obturation sont rédigées (30/06/2016). Un test de bon fonctionnement de fermeture et d'ouverture de la vanne a été réalisé lors de la visite du 20/01/2022. Un test bon fonctionnement de fermeture et d'ouverture de la vanne d'obturation du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie a également été réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Matériaux autorisés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Quantités Maximales stockées en tonne Déchets métalliques et VHU dépollués : 120 Copeaux métalliques huileux :12 Batteries :12 Métaux non ferreux : 8 DIB : 30 (dont 3 t de papiers/cartons)
<b>Constats :</b> Une non-conformité a été relevée concernant la quantité maximale stockée des déchets métalliques qui est supérieure à 120 tonnes.
<b>Observations :</b> L'inspection a constaté que le tonnage des déchets métalliques présents sur le site était vraisemblablement supérieur aux 120 tonnes autorisées. L'exploitant n'a pas pu fournir l'état des stock le jour de la visite.  Par courriel du 25/01/2021, l'exploitant a transmis l'état des stocks du 20/01/2021. Le tonnage total des déchets métalliques est de 515 tonnes > 120 tonnes autorisées.  L'exploitant a indiqué qu'un stockage de 120 tonnes de déchets métalliques sur une surface de 5000 m <sup>2</sup> n'était pas viable pour le site et qu'il allait déposer un porter à connaissance à la préfecture afin de pouvoir stocker une quantité supérieure aux 120 tonnes autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Implantation des stockages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tournures et copeaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tournures et copeaux huileux sont stockés dans des bennes étanches à l'abri des pluies météorites.
<b>Constats :</b> Une non conformité est relevée concernant les tournures et copeaux huileux qui ne sont pas stockés dans des bennes étanches à l'abri des pluies météorites.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## Nom du point de contrôle : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Registres de suivi des déchets sur le site Les bennes de déchets réceptionnées sur le site seront triées dès leur arrivée. Les matériaux sont traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est-à-dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales d'exploitation.  L'exploitant tient en permanence à jour et à disposition de l'inspection des installations classées, un registre des admissions, un registre des refus et un registre de sortie de déchets.  Pour chaque véhicule apportant des déchets, il consigne sur le registre des admissions : <ul style="list-style-type: none"><li>- les quantités et les caractéristiques des déchets ;</li><li>- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou des) collectivité(s) de collecte ;</li><li>- la date et l'heure de réception ;</li><li>- l'identité du transporteur et le numéro d'immatriculation ;</li><li>- le résultat des contrôles d'admission.</li></ul> En cas de refus de prise en charge de déchets, l'exploitant prévient le producteur dans les meilleurs délais en lui faisant part des motifs de refus. Chaque déchet refusé doit faire l'objet d'un enregistrement sur un registre précisant  le nom et l'adresse du producteur, l'identité du transporteur, la nature du déchet et sa classification, la quantité, la date, le conditionnement et le motif de refus.  Chaque sortie de déchets fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur.
<b>Constats :</b> Une non-conformité a été relevée concernant le registre des refus de déchets qui n'est pas mis à jour. Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que chaque BSD soit numéroté.
<b>Observations :</b> Le registre des déchets entrants présenté par l'exploitant comporte deux colonnes dédiées aux refus de prise en charge des déchets (date et motif de refus) mais l'exploitant a indiqué qu'il ne procédait pas à leur enregistrement contrairement à l'article 8.2.1.7.5.  Le registre des déchets entrants et sortants présentés comportent tous les informations réglementaires. Par sondage l'inspection a vérifié 3 BSD de déchets entrants pour des batteries provenant de la société SB AUTO PIECES et par le garage du Coteau. Les éléments figurant dans le registre sont cohérents avec les BSD. Néanmoins, les 3 BSD ne sont pas numérotés.  Par sondage l'inspection a vérifié 3 BSD de déchets sortants pour des batteries collectées par la société STCM. Les éléments figurant dans le registre sont cohérents avec les BSD.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2008, article 8.2.1.7.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inventaire des produits présents
<b>Prescription contrôlée :</b> Inventaire L'exploitant doit tenir à jour en permanence un inventaire des produits présents sur le site en indiquant leur volume et leur localisation.  Ce document doit pouvoir être fourni sans délai aux services d'intervention en cas de sinistre.  A cette fin, un exemplaire du document est conservé dans un endroit isolé des bâtiments utilisés pour le stockage, le tri et la réception des déchets.
<b>Constats :</b> Une non-conformité est relevée concernant l'absence d'inventaire des produits présent sur le site.
<b>Observations :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un inventaire des produits présents sur le site. Il a précisé que l'état des stocks n'était accessible qu'à la direction de l'entreprise PASSENAUD.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites